

# Fiche d'information N°10

## Focus sur les projets générateurs de recettes

**Version N°8 du 31 Janvier 2020**

## Table des matières

<b>I.</b>	<b>CADRE LEGAL ET DEFINITIONS.....</b>	<b>3</b>
A.	<i>Cadre légal .....</i>	<i>3</i>
B.	<i>Définition des recettes nettes conformément aux règlements européens .....</i>	<i>3</i>
C.	<i>Que considérer comme « recettes nettes » en tant que porteur ou partenaire de projet ? .....</i>	<i>4</i>
1.	<i>'Recettes nettes' générées PENDANT la mise en œuvre du projet.....</i>	<i>4</i>
2.	<i>'Recettes nettes' générées APRES la clôture du projet.....</i>	<i>4</i>
<b>II.</b>	<b>COMMENT GERER LES RECETTES NETTES EN FONCTION DE LA PHASE DU PROJET ? .....</b>	<b>5</b>
A.	<i>Pour les organisations qui prévoient de générer des recettes nettes après la clôture du projet et pouvant être objectivement estimées en avance.....</i>	<i>5</i>
1.	<i>Que faire avant approbation du projet ? .....</i>	<i>6</i>
2.	<i>Que faire pendant la mise en œuvre du projet ? .....</i>	<i>6</i>
3.	<i>Que faire après l'achèvement du projet/ à la clôture ? .....</i>	<i>7</i>
B.	<i>Pour les organisations qui prévoient de générer des recettes nettes après la mise en œuvre du projet mais qui ne peuvent PAS objectivement être estimées en avance .....</i>	<i>7</i>
1.	<i>Que faire avant approbation du projet ? .....</i>	<i>7</i>
2.	<i>Que faire pendant la mise en œuvre du projet ? .....</i>	<i>7</i>
3.	<i>Que faire après l'achèvement du projet/ à la clôture ? .....</i>	<i>8</i>
C.	<i>Pour les organisations générant des recettes nettes uniquement durant la mise en œuvre du projet.....</i>	<i>8</i>
1.	<i>Que faire avant approbation du projet ? .....</i>	<i>8</i>
2.	<i>Que faire pendant la mise en œuvre du projet ? .....</i>	<i>8</i>
3.	<i>Que faire après l'achèvement du projet/ à la clôture ? .....</i>	<i>9</i>

## I. Cadre légal et définitions

### A. Cadre légal

Les articles suivants des règlements UE constituent la base juridique à prendre en compte en matière de recettes :

- Articles 61 et 65(8) du [règlement \(UE\) n°1303/2013](#) ;
- Articles 15 à 19 et annexe I du [règlement délégué \(UE\) n° 480/2014](#)
- [Note d'orientation actualisée de l'article 55 pour le FEDER et les Fonds de cohésion du règlement \(UE\) n° 1083/2006 du Conseil : Projets générateurs de recettes, version finale du 30 nov. 2010, COCOF 07/0074/09.](#)

Le règlement (UE) n°1303/2013 fait une distinction entre les projets générant des recettes nettes après leur clôture (voire potentiellement lors de leur mise en œuvre), qui relèvent de l'article 61, et les projets générant des recettes nettes lors de leur mise en œuvre, qui relèvent de l'article 65(8) et pour lesquels les paragraphes 1 à 6 de l'article 61 ne s'appliquent pas.

Suite à l'adoption du règlement (EU) No 2018/1046, (Article 272 (26) (e) modifiant l'article 61(8) du règlement n°1303/2013), **les porteurs ou partenaires de projet recevant des aides d'État ne sont plus concernés par la déduction de recettes nettes générées durant et/ou après la mise en œuvre du projet et ne seront plus tenus de se conformer aux procédures détaillées dans cette fiche d'information.**

Plus d'informations sont disponibles pour les partenaires recevant des aides d'État dans la fiche d'information 11 du Manuel du Programme.

En outre, les paragraphes 1 à 6 de l'article 61 du règlement n° 1303/2013 ne s'appliquent pas aux projets dont les coûts totaux éligibles n'excèdent pas 1 million d'euros.

En conformité avec le règlement (EU) No 2018/1046, (Article 272 (27) (a) modifiant l'article 65 (8)(i) du règlement n°1303/2013), le paragraphe 8 de l'Article 65 ne s'applique pas aux opérations soumises aux règles relatives à l'aide d'État, ni aux opérations pour lesquelles le coût total éligible n'excède pas 100 000 euros.

### B. Définition des recettes nettes conformément aux règlements européens

Suite à l'adoption du règlement (EU) No 2018/1046, Article 272 (26) (a), modifiant l'article 61 (1) du règlement (UE) n°1303/2013, on entend par « **recettes nettes** » des entrées de trésorerie provenant directement des utilisateurs pour les biens ou services fournis par l'opération<sup>1</sup>, telles que les redevances directement supportées par les utilisateurs pour l'utilisation de l'infrastructure, la vente ou la location de terrains ou de bâtiments, ou les paiements effectués en contrepartie de services, déduction faite des frais d'exploitation et des coûts de remplacement du matériel à faible durée de vie qui sont supportés au cours de la période correspondante. Les économies de frais d'exploitation générées par l'opération, à l'exception des économies découlant de la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique, sont traitées comme des recettes nettes, à moins qu'elles ne soient compensées par une réduction de même valeur des subventions aux frais d'exploitation.

---

<sup>1</sup> Les exemples typiques d'entrées de trésorerie provenant directement des utilisateurs pour les biens ou services fournis par l'opération pourraient être : la vente d'un livre ou guide rédigé par le consortium, frais d'inscription à un événement du projet (Foire pour PME, etc.), le développement d'un musée voué à ouvrir à la fin du projet impliquant un droit d'entrée, etc.

## C. Que considérer comme « recettes nettes » en tant que porteur ou partenaire de projet ?

Conformément à la définition ci-dessus, une entrée de trésorerie équivaut à des recettes.

Toutefois, la question est de déterminer ce qui est à considérer comme « recettes nettes » vu qu'il s'agit du montant à déduire des dépenses éligibles.

Pour répondre à cette question, il est crucial de prendre en compte le moment de la génération des entrées de trésorerie :

- Pendant la mise en œuvre
- Après la clôture ou l'achèvement du projet

**La différence entre les deux réside essentiellement dans la déduction ou non des « coûts de fonctionnement » des recettes brutes ou des entrées de trésorerie.**

### 1. 'Recettes nettes' générées PENDANT la mise en œuvre du projet

**Pendant la mise en œuvre du projet, les recettes nettes à déduire des coûts éligibles équivalent aux recettes brutes ou aux entrées de trésorerie.**

En effet, les « coûts de fonctionnement », ou la dépense payée pour fournir les biens ou services qui génèreront les entrées de trésorerie seront déclarées comme dépense du projet.

En d'autres mots, les bénéficiaires concernés recevront les remboursements FEDER pour les « coûts de fonctionnement ». Par conséquent, il est impossible de les déduire des recettes brutes en plus des remboursements FEDER déjà perçus par les bénéficiaires concernés.

### 2. 'Recettes nettes' générées APRES la clôture du projet

**Après la clôture du projet, les recettes nettes à déduire des coûts éligibles équivalent à la différence entre les recettes brutes ou les entrées de trésorerie et les « coûts de fonctionnement » nécessaires pour fournir les biens ou services qui génèreront les entrées de trésorerie en l'absence de la subvention FEDER.**

Le calcul est à réaliser sur une durée limitée, tel qu'expliqué ci-dessous.

Dans le cas de génération de recettes après la clôture du projet, les bénéficiaires concernés pourront déduire les « coûts de fonctionnement » des recettes brutes ou des entrées de trésorerie, étant donné qu'aucun remboursement du FEDER n'aura lieu pour soutenir le bénéficiaire concerné.



Par conséquent, deux situations sont possibles :

- Les recettes nettes sont positives (recettes brutes > coûts de fonctionnement payés pendant la durée fixée) : le montant sera déduit des coûts éligibles du bénéficiaire ;
- Les recettes nettes sont négatives (recettes brutes < coûts de fonctionnement payés pendant la durée fixée) : aucun montant ne sera déduit des coûts éligibles du bénéficiaire.

## II. Comment gérer les recettes nettes en fonction de la phase du projet ?

### A. Pour les organisations qui prévoient de générer des recettes nettes après la clôture du projet et pouvant être objectivement estimées en avance

Ceci concerne les bénéficiaires qui ont répondu « oui » aux questions suivantes de la section B.3.1 du formulaire de candidature :

B.3.1 Revenue generation	
Does the partner organization foresee to generate net revenue after the project implementation? 	Yes 
Is it objectively possible to estimate the revenue in advance? 	Yes 

L'Article 61.1 s'applique aux projets générant des recettes nettes principalement après leur achèvement. Il concerne notamment les recettes nettes provenant de l'utilisation de **l'infrastructure du projet, de la vente/location de terrains ou d'immeubles ou de prestations de service.**

Seules les recettes définies comme des entrées de trésorerie directement payées par les utilisateurs doivent être prises en compte dans le calcul des recettes nettes. Le calcul des recettes nettes exclut donc les contributions publiques et privées et/ou les gains financiers ne provenant pas de tarifs, de péages, de commissions, de locations ou de toute autre forme de frais à la charge des utilisateurs.

Selon l'Article 61.2, les dépenses éligibles du projet devant être cofinancées par le FEDER doivent être préalablement réduites en tenant compte de la capacité du projet à générer des recettes nettes au cours d'une période de référence spécifique couvrant à la fois la mise en œuvre du projet et la période suivant son achèvement.

Pour calculer la capacité du projet à générer des recettes nettes, le Programme Interreg des 2 Mers a décidé d'appliquer la méthodologie décrite dans l'Article 61.3(b), à savoir :

*"le calcul de la valeur actualisée des recettes nettes de l'activité, tenant compte de la période de référence appropriée au secteur ou sous-secteur applicable à l'activité, de la rentabilité normalement attendue compte tenu de la catégorie d'investissement concernée, de l'application du principe pollueur-payeur et, le cas échéant, de considérations d'équité liées à la prospérité relative de l'État Membre ou de la région en question."*

Selon le secteur dans lequel s'inscrit le projet générant des recettes nettes, la durée de la période de référence pour le calcul des recettes nettes actualisées sera fixée conformément à l'Article 15 et à l'Annexe I du Règlement délégué (UE) n°480/2014, de la manière suivante :

Périodes de référence prévues par l'Article 15(2)	
Secteur	Période de référence (années)
Voies ferrées	30
Distribution et assainissement de l'eau	30
Routes	25-30
Gestion des déchets	25-30
Ports et aéroports	25

Fiche d'information N°10  
Focus sur les projets générateurs de recettes

Transports urbains	25-30
Énergie	15-25
Recherche et innovation	15-25
Haut débit	15-20
Infrastructures commerciales	10-15
Autres secteurs	10-15

La Commission exige l'application d'un taux d'actualisation pour l'estimation de la valeur annuelle des entrées et des sorties de fonds.

### 1. Que faire avant approbation du projet ?

Les projets générant des recettes nettes uniquement après leur achèvement doivent estimer à l'avance le montant des recettes nettes qui seront générées au cours d'une période précise, et les déduire du budget initial du projet. **Le budget qui sera inscrit dans le Formulaire de Candidature du projet sera donc déjà net de ces recettes.**

Dans le cas d'un projet générant des recettes nettes **après achèvement**, toutes les recettes nettes seront identifiées et déduites en avance par les porteurs de projet concernés.

Le montant estimé des recettes nettes doit être basé sur une « Analyse des recettes nettes » (modèle fourni par le Programme) qui sera évalué au stade de la sélection des projets. L'« Analyse des recettes nettes » doit également être évaluée par le Contrôleur de Premier Niveau du bénéficiaire concerné, dans le cadre des vérifications de gestion lors de sa première remontée de dépenses.

Le montant des recettes nettes à considérer correspond à la différence entre le montant estimé des recettes brutes et les coûts de fonctionnement nécessaires à la pérennité des réalisations du projet qui génèrent les recettes.

Le modèle « Analyse des recettes nettes » contient plus d'informations sur la manière d'identifier les montants.

### 2. Que faire pendant la mise en œuvre du projet ?

Si un bénéficiaire, durant la mise en œuvre du projet, génère plus d'entrées de trésorerie directement payées par des utilisateurs pour des biens ou services fournis par l'opération, alors les recettes additionnelles seront reportées et déduites des coûts déclarés par le bénéficiaire concerné.

En d'autres mots, ce surplus d'entrées de trésorerie n'a pas encore été pris en compte dans l'analyse des recettes nettes et n'a pas donc pas encore été déduit du budget éligible avant approbation.

Les recettes additionnelles déductibles générées pendant la mise en œuvre du projet **correspondent aux recettes brutes** (car les coûts de fonctionnement nécessaires à la durabilité des réalisations ne peuvent être pris en compte avant la clôture).

**Toutes les recettes** reportées dans les rapports financiers des partenaires seront déduites des coûts reportés.

Les contrôleurs de premier niveau des bénéficiaires concernés doivent vérifier durant leur contrôle administratif des dépenses déclarées que les recettes cumulées générées n'excèdent pas le montant identifié dans l'analyse des recettes nettes.

Les bénéficiaires sont responsables de la tenue d'une piste d'audit pour toutes les recettes générées et sont tenus de la garder disponible (par exemple en cas d'audit).

### 3. Que faire après l'achèvement du projet/ à la clôture ?


Avant la clôture du projet, le bénéficiaire concerné **pourrait être amené à réviser la version initiale de « l'analyse des recettes nettes »** et ajuster l'estimation des recettes nettes qui seront générées après la clôture (par exemple, un changement dans l'estimatif des coûts des fonctionnement payés qui pourrait mener à une révision du montant estimatif des recettes nettes).

Si le montant ajusté des recettes nettes est plus élevé que celui initialement déduit, la différence sera déduite, en une fois, du dernier rapport financier soumis par le bénéficiaire concerné. Si aucun rapport financier n'est disponible, le Programme ouvrira une procédure de recouvrement du montant FEDER indu.


## B. Pour les organisations qui prévoient de générer des recettes nettes après la mise en œuvre du projet mais qui ne peuvent PAS objectivement être estimées en avance

Ceci concerne les bénéficiaires qui ont répondu « oui » à la première question de la section B.3.1 du formulaire de candidature et non à la deuxième :

### B.3.1 Revenue generation

Does the partner organization foresee to generate net revenue after the project implementation? 

Yes

Is it objectively possible to estimate the revenue in advance? 

No

Conformément au paragraphe 6 de l'article 61 du règlement (UE) n°1303/2013, **s'il n'est objectivement pas possible d'estimer les recettes à l'avance**, les recettes nettes générées dans les trois ans suivant l'achèvement du projet, ou à la date limite de clôture du Programme (selon celle qui interviendra le plus tôt), devront être déduites des dépenses déclarées à la Commission.

### 1. Que faire avant approbation du projet ?

Etant donné qu'il n'est objectivement pas possible d'estimer les recettes nettes en avance, aucune restriction budgétaire ne s'applique à la candidature.

### 2. Que faire pendant la mise en œuvre du projet ?

Si un bénéficiaire, durant la mise en œuvre du projet, génère des entrées de trésorerie directement payées par des utilisateurs pour des biens ou services fournis par l'opération, alors les recettes générées seront reportées et déduites des coûts déclarés par le bénéficiaire concerné.

Les recettes déductibles générées pendant la mise en œuvre du projet **correspondent aux recettes brutes** (car les coûts de fonctionnement nécessaires à la durabilité des réalisations ne peuvent être prises en compte avant la clôture).

**Toutes les recettes** reportées dans les rapports financiers des partenaires seront déduites des coûts reportés.

Les contrôleurs de premier niveau des bénéficiaires concernés doivent vérifier durant leur contrôle administratif des dépenses déclarées que les recettes générées sont effectivement déduites des coûts éligibles.

Les bénéficiaires sont responsables de la tenue d'une piste d'audit pour toutes les recettes générées et sont tenus de la garder disponible (par exemple en cas d'audit).

### **3. Que faire après l'achèvement du projet/ à la clôture ?**

Pour les projets relevant de l'Article 61.6 du Règlement (UE) n° 1303/2013, le bénéficiaire concerné est tenu de soumettre un « plan d'action de génération de recettes nettes » au secrétariat conjoint dès que possible ou, au plus tard, avant la soumission de son dernier rapport financier.

Le montant estimé des recettes nettes basé sur le « plan d'action de génération de recettes nettes » sera déduit des coûts déclarés par le bénéficiaire concerné avant la clôture du projet. Ceci concerne toutes les recettes nettes générées dans les trois ans suivant l'achèvement du projet, ou à la date limite de clôture du Programme (selon celle qui interviendra le plus tôt). Si aucun rapport financier n'est disponible, le Programme ouvrira une procédure de recouvrement du montant FEDER indu.

Le modèle du « plan d'action de génération de recettes nettes » sera fourni par le secrétariat conjoint sur demande et contient plus d'informations sur la manière d'identifier les montants à considérer.

Les bénéficiaires sont responsables de la tenue d'une piste d'audit pour toutes les recettes générées et sont tenus de la garder disponible (par exemple en cas d'audit).

## **C. Pour les organisations générant des recettes nettes uniquement durant la mise en œuvre du projet**

Dans le cas de projets ne générant des recettes nettes que pendant leur mise en œuvre, l'Article 61 ne s'applique pas. Ces projets doivent respecter les dispositions de l'Article 65.8 du Règlement (UE) n°1303/2014, qui indique ce qui suit :

*« Les dépenses éligibles de l'opération à cofinancer à l'aide des Fonds ESI doivent être réduites du montant des recettes nettes non prises en compte au moment de l'approbation de l'opération et résultant de sa seule mise en œuvre, au plus tard dans la demande de paiement finale soumise par le bénéficiaire. Lorsque tous les frais ne sont pas éligibles au cofinancement, les recettes nettes doivent être réparties entre la part éligible et la part non éligible des frais. »*

### **1. Que faire avant approbation du projet ?**

Etant donné que le bénéficiaire ne prévoit pas de générer des recettes nettes après l'achèvement du projet, aucune restriction particulière ne s'applique au niveau de la candidature.

Il n'est pas nécessaire de déduire les recettes estimées de manière anticipée, avant la soumission du Formulaire de Candidature. Il n'y a pas de restrictions budgétaires particulières.

### **2. Que faire pendant la mise en œuvre du projet ?**

Les projets générant des recettes nettes uniquement au stade de leur mise en œuvre doivent indiquer les recettes générées dans leurs rapports financiers. Les recettes indiquées seront automatiquement déduites des coûts éligibles afin de respecter les dispositions de l'Article 65.8.

Si un bénéficiaire, durant la mise en œuvre du projet, génère des entrées de trésorerie directement payées par des utilisateurs pour des biens ou services fournis par l'opération, alors les recettes générées seront reportées et déduites des coûts déclarés par le bénéficiaire concerné.

Les recettes déductibles générées pendant la mise en œuvre du projet **correspondent aux recettes brutes** (les coûts de fonctionnement nécessaires à la pérennisation des résultats ne pouvant être pris en compte avant la clôture du projet). **Toutes les recettes** indiquées dans les remontées de dépenses des partenaires seront déduites des coûts déclarés.

Les contrôleurs de premier niveau des bénéficiaires concernés doivent vérifier durant leur contrôle administratif des dépenses déclarées que les recettes générées sont effectivement déduites des coûts éligibles.

Les bénéficiaires sont responsables de la tenue d'une piste d'audit pour toutes les recettes générées et sont tenus de la garder disponible (par exemple en cas d'audit).

### 3. Que faire après l'achèvement du projet/ à la clôture ?

Théoriquement, les bénéficiaires générant des recettes nettes uniquement durant la mise en œuvre du projet n'ont aucune restriction particulière à la clôture du projet car le scénario implique qu'aucune recette ne sera générée après achèvement du projet.

Toutefois, si les bénéficiaires concernés réalisent que, de manière inattendue, des entrées de trésorerie seront générées après l'achèvement du projet également, le scénario II.B énoncé ci-dessus s'applique (impliquant la soumission du « plan d'action de génération de recettes nettes » auprès du Secrétariat Conjoint).

Dans ce cas, les bénéficiaires sont responsables de la tenue d'une piste d'audit pour toutes les recettes générées et sont tenus de la garder disponible (par exemple en cas d'audit).